

## Les origines du bourg de Donges : Une étape de la redistribution des pouvoirs ecclésiastiques et laïques aux XIe- XIIe siècles

H. Guillotel

---

### Citer ce document / Cite this document :

Guillotel H. Les origines du bourg de Donges : Une étape de la redistribution des pouvoirs ecclésiastiques et laïques aux XIe-  
XIIe siècles. In: Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest. Tome 84, numéro 1, 1977. pp. 541-552;

doi : <https://doi.org/10.3406/abpo.1977.2874>

[https://www.persee.fr/doc/abpo\\_0399-0826\\_1977\\_num\\_84\\_1\\_2874](https://www.persee.fr/doc/abpo_0399-0826_1977_num_84_1_2874)

---

Fichier pdf généré le 22/09/2021

# Les origines du bourg de Donges

## Une étape de la redistribution des pouvoirs ecclésiastiques et laïques aux XI<sup>e</sup> - XII<sup>e</sup> siècles

par H. GUILLOTTEL

Le destin portuaire qui vaut à Donges (1) — situé sur la rive nord de la Loire à une quarantaine de kilomètres en aval de Nantes — sa présente notoriété s'esquissait à la fin du haut moyen âge. Mais du village d'alors il ne demeure plus aujourd'hui qu'une terre meurtrie par les bombardements des 24 et 25 juillet 1944, bouleversée encore par l'industrialisation, et un cimetière. La quête de sources archéologiques s'y avère mélancolique et vaine. En effet le dessin du terroir a été complètement remodelé ; le bourg, naguère entourant une église reconstruite au XIII<sup>e</sup> siècle, a été reporté dans l'intérieur des terres à trois kilomètres de l'actuel port pétrolier qui occupe le site de la localité primitive. Le souvenir du prieuré, de l'église paroissiale et de la place du château n'est plus perpétué que par l'ancien cadastre (2). Heureusement le riche dossier du prieuré de Donges, conservé aux Archives régionales des pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique à Nantes (3), pallie ce défaut, irrémédiable dans certains cas.

Une ample notice de donation en faveur de l'abbaye de Marmoutier, dont la rédaction se place entre le 7 janvier 1065 et le 31 août 1072, oppose au bourg vicomtal déjà existant celui que les moines devaient établir à côté (4). Cette dualité conduit à s'interroger sur les origines du premier et sur le rôle que, vis-à-vis de lui, devait tenir le second, compte tenu de la politique d'implantation de Marmoutier en Basse-Loire (5).

### I

Il convient au préalable de saisir les antécédents, ce qui conduit à expliquer pourquoi une famille vicomtale s'est fixée en ce lieu.



Le nom de Donges est mentionné pour la première fois dans les deux rédactions d'une charte des années 1050 par laquelle Rouaud du Pellerin donnait entre autres biens à l'abbaye de Marmoutier tout ce qu'on savait lui appartenir dans l'église de Donges (6). Cette église et sa paroisse étaient placées sous l'invocation de saint Martin (7). Un tel patronage laisse généralement présumer une christianisation du territoire à l'époque mérovingienne. Il ne semble pas que ce vocable puisse s'expliquer par l'influence de Marmoutier, puisque l'église paroissiale préexiste à la fondation du prieuré, placé lui sous le patronage de Notre-Dame.

Du point de vue étymologique on serait au premier abord tenté de reconnaître dans ce toponyme la syllabe *dun* ou *don* qui désigne une éminence fortifiée et que l'on retrouve par exemple à Oudon, situé en amont, au confluent de la Loire et de la rivière du Hâvre (8). Il est une impossibilité à cela : la paroisse de Donges s'étend plate en bordure de la Loire, sans hauteur particulière (9). Beaucoup plus simplement, la localité a bien pu prendre le nom du donjon, en latin du Moyen Age *dongio*, *dunjo* (10), autour duquel elle s'étendait, le nom commun devenant nom propre. L'utilisation fréquente des termes *castrum*, *castellum* pour désigner le château des vicomtes

confirme cette hypothèse ; il y avait des fortifications assez importantes puisque vers les années 1060-1087, le vicomte Frioul exemptait les moines de Marmoutier du tonlieu sur leur sel parce que Foucaud, prévôt du prieuré de Sallertaine en Poitou, lui avait prêté un bateau pour transporter de la chaux depuis le Poitou jusqu'à Donges (11). Comme pour Clisson qui dérive probablement du mot clisse et évoque une construction de bois (12), il semble donc que le nom ne date que du XI<sup>e</sup> siècle. Toutefois la localité peut avoir connu une autre appellation. En effet certains toponymes de la région de la Loire ont changé à cette époque. La vie, l'habitat, qui avaient certainement beaucoup souffert de l'établissement d'un Etat normand à Nantes, entre 921 et 936 (13), sont alors réorganisés. Le *Pontellum* ou Petit-Pont s'intitule désormais Le Pellerin (14) très probablement parce qu'une route de pèlerinage franchissait la Loire à cet endroit et offrait la possibilité de rejoindre par Poitiers Conques en Rouergue ou Saint-Jacques-de-Compostelle, Pont-Château se substitue à l'ancienne paroisse de Ceren ou Queren (15).

Le patrimoine du prieuré de Donges a été constitué grâce aux donations des familles marquantes de la région, tout spécialement celle du vicomte Frioul, qui avait fixé sa résidence à Donges au temps de l'épiscopat de Quiriac à Nantes, entre 1059 et 1079 (16). Sa seigneurie s'étendait principalement sur la rive nord de l'estuaire de la Loire, à Saint-Nazaire et sur une bonne partie de la Brière. Le troisième acte transcrit dans la première pancarte du prieuré de Donges montre qu'il la tenait de son père le vicomte Rouaud (17). Il y est dit comment la terre de Servereth, sise dans l'île d'Er (18) en Brière, avait été donnée à un certain Lambert lors de son mariage avec Manzer, sœur du vicomte Rouaud ; un chevalier de ce dernier, Arscouet fils de Richard, tua Lambert, et le vicomte Rouaud donna la terre au meurtrier ; à la mort de son père, Frioul hérita en particulier de cette terre qu'il racheta à Arscouet pour la restituer à Foulque, fils de Lambert, à qui il la racheta de nouveau pour augmenter son don à saint Martin, moyennant le sainage de Mindin (19), trois sous perçus à Trébal (20) et l'un de ses poulains chaque année. Cet enchaînement de concessions et de ventes, assez étonnant en lui-même, montre que Frioul a hérité de son père des droits seigneuriaux importants notamment dans l'île d'Er où, avec son accord, l'abbaye de Redon devait acquérir des biens, future dotation d'un prieuré (21).

Le vicomte Rouaud, quant à lui, apparaît dans l'entourage des comtes de Nantes ; il souscrit entre 1038 et 1050 la charte par laquelle le comte Mathias concède à l'abbaye du Ronceray d'Angers le monastère de Saint-Cyr, sis à l'extérieur des murs de Nantes (22). La présence d'un de ses fils puînés, Ascol, parmi les témoins d'un privilège des années 1050-1054 de Conan II, duc de Bretagne, en faveur de l'abbaye de Marmoutier prouve qu'il était vicomte de Nantes ; le texte porte : *Ascol filio Rodaldi vicecomitis de Nannetis* (23). La rareté des sources diplomatiques concernant le comté de Nantes dans la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle ne permet pas

d'identifier ses aïeux. Il faut bien distinguer sa famille de celle de son contemporain Droaloi, vicomte de Migron (24). Celui-ci était le lointain héritier du vicomte qui, à l'époque carolingienne, assistait le comte placé à la tête du pays d'Herbauge, alors que le vicomte Rouaud était le successeur de l'adjoint du comte de Nantes. Le qualificatif *nobilis* qui complète la titulature de Frioul dans une notice pour Saint-Aubin d'Angers n'est-il pas une présomption supplémentaire d'appartenance à l'aristocratie d'origine carolingienne (25) ?

Frioul n'est jamais revêtu du titre de vicomte de Nantes ; il semble d'ailleurs n'y avoir résidé que de façon épisodique ; il s'y trouvait assurément le 25 mai 1083 (26) et le 14 juillet 1086 (27). Bon voyageur, peut-on croire, il a pérégriné jusqu'à Rome, dont il revint en passant par Marmoutier (28) ; à la fin de sa vie il avait confié en dépôt aux moines de Marmoutier vingt-deux livres et un plat pesant trois marcs d'argent dont les moines devaient lui remettre la contre-valeur s'il se rendait à Jérusalem (29). Frioul n'en était pas moins très attaché à Donges puisqu'il avait fait promettre à Barthélemy, abbé de Marmoutier, d'assurer le retour de son corps à Donges au cas où il mourrait dans la Mée (30), en Anjou ou en Touraine et où il n'y aurait personne pour l'escorter. C'est à son profit que la titulature vicomte de Donges se fixe ; il faut toutefois remarquer qu'elle est utilisée dans des notices qui, pour n'avoir pas toujours été rédigées sur le moment, peuvent refléter des pratiques postérieures à celle de l'époque de l'action qu'elles relatent.

Les renseignements dont nous disposons sur le vicomte Geoffroy sont extrêmement restreints, car il s'est montré beaucoup moins généreux que son père envers les établissements monastiques. Il faut sans doute lui attribuer l'adoption définitive du titre de vicomte de Donges. On ignore s'il eut des fils de son mariage.

Quelque quarante années plus tard deux actes mentionnent un Savari, vicomte de Donges : il est témoin d'un chirographe du 6 décembre 1138 de Conan III, duc de Bretagne, en faveur de l'abbaye de Marmoutier (31) et d'une notice relatant l'abandon au profit de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers d'une dîme prélevée sur une aumône jadis faite par Escomar de Lavau (32). C'est ce même Savari que le duc Conan III deshérita après avoir détruit le château de Donges. Cette expédition est vraisemblablement postérieure à 1138, année où Savari paraît dans l'entourage de Conan III, et naturellement antérieur au décès de ce dernier le 17 septembre 1148 (33). L'utilisation du verbe *exheredare* dans la notice relatant ces faits tendrait à prouver que Savari exerçait à titre héréditaire ses droits sur la seigneurie de Donges. Pourtant ce nom, autant qu'on le sache, n'était pas porté dans la famille des vicomtes de Nantes ; il évoque plutôt la dynastie des vicomtes de Thouars. Une alliance, aujourd'hui ignorée, entre les deux maisons, pourrait avoir engendré cette innovation.

Malgré certaines carences des sources leur examen révèle qu'en l'espace d'une génération, celle de Frioul, les vicomtes de Nantes

sont devenus les vicomtes de Donges. Comment expliquer cette transformation ? Le vicomte Rouaud agissait dans une circonscription encore carolingienne d'esprit avec laquelle son fils Frioul a rompu. Cette nouvelle orientation s'opère au moment d'un changement dynastique important à Nantes. Le comte Mathias est mort sans postérité en 1050 ou 1051 ; le duc de Bretagne d'alors, Conan II, réussit un temps à diriger le comté de Nantes, bénéficiant même de l'adhésion de la famille des vicomtes (34). Mais dès 1054, Hoel fils du comte de Cornouaille Alain Canhiart, cousin germain par sa mère Judith du comte Mathias et donc son plus proche héritier, obtenait le principat nantais (35). Ces bouleversements politiques peuvent expliquer le départ pour Donges des vicomtes. Mais cela ne s'inscrit-il pas également dans le cadre d'une évolution générale qui conduisit la plupart des vicomtes bretons à se fixer au cœur de leurs biens héréditaires ? L'installation du vicomte Frioul à Donges est contemporaine du plein essor des seigneuries châtelaines en Bretagne, sous les règnes discutés de Conan II et d'Hoel (36). Le fait que ce dernier fût témoin de la notice relatant la donation par Frioul aux moines de Marmoutier d'un emplacement qui serait à l'origine du prieuré et de son bourg prouve qu'Hoel acceptait cette évolution ; plus encore, il reconnaissait ces structures nouvelles puisqu'il autorisait l'initiative (37).

## II

La fondation de Frioul a eu pour conséquence majeure un réaménagement de l'équilibre des forces politiques dans la région de l'estuaire de la Loire. Cet aspect novateur n'apparaît pas d'emblée. Dans un premier temps l'implantation de ce qui doit constituer, dans l'esprit de Frioul, le sanctuaire de sa famille permet de cerner les éléments de sa puissance ; mais dans un second temps le prieuré va assurer son indépendance vis-à-vis des vicomtes pour mieux s'intégrer dans le réseau des obédiences de Marmoutier (38).

L'importance du bourg vicomtal était garantie par l'existence du château, lieu normal de résidence du vicomte ; les bâtiments appelés ordinairement et indistinctement *castellum* ou *castrum* sont qualifiés *aula* dans la formule donnant la date de lieu de la notice des années 1091-1103 relatant le don par le prêtre Redoret de l'église de Crossac à l'abbaye de Redon (39). Frioul y avait son chapelain personnel, à l'instar du duc de Bretagne. C'est là que la cour vicomtale se réunissait, encore que lors de sa donation à l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers de la petite chapelle Saint-Jean-Baptiste près Saint-Nazaire Frioul, ses deux fils Rouaud et Geoffroy ainsi que nombre de ses chevaliers eussent siégé dans la maison des moines à Donges (40).

L'un des éléments de prospérité du bourg venait du port établi sur la Loire. Quelques données indirectes renseignent sur le développement agricole de la région ; la mention du paiement du terrage dans l'île de Trignac (41) suggère une mise en culture assez récente de certains sols. Le vicomte avait son domaine propre — peut-on

parler de réserve ? — puisqu'on lui connaît une vigne, des prés où il élevait des chevaux (42), une écluse installée sur la Loire. Mais le plus clair de ses revenus paraît avoir consisté en droits indirects, comme les péages acquittés par les bateaux qui remontaient et descendaient l'estuaire, en particulier ceux chargés de sel. L'exemption provisoire du droit de trois sous perçu sur les navires de Marmoutier tant que la dotation du prieuré ne suffirait pas à la subsistance d'un moine montre que les sommes ainsi recueillies étaient appréciables. Un marché hebdomadaire avait lieu le mercredi ; ce jour-là le vicomte percevait les droits sur les ventes faites par des marchands étrangers y compris celles effectuées dans le bourg des moines. La foire annuelle était fixée au 2 février, lors de la fête de la purification de la Vierge ; le vicomte en partageait les coutumes avec les moines. Ceux-ci étaient tenus de se conformer aux prix et mesures pratiqués dans son bourg, avec la faculté d'abaisser à l'occasion leur prix.

Le contrôle de ces différentes opérations, assez complexes, était effectué par un ministériel, véritable régisseur. Celui de Frioul s'appelait Constant et sa famille est assez bien connue. Toutefois son statut particulier peut prêter à discussion. Il est qualifié *mancipium* dans une notice des années 1065-1079 relatant la donation d'un champ qu'il fit aux moines de Marmoutier avec l'accord de sa famille et de son seigneur, le vicomte Frioul (43). Ce terme désigne normalement un dépendant grevé d'obligations serviles assez réduites ; son utilisation en concurrence avec celui de *ministerialis*, qui vise souvent un non-libre, semble bien montrer qu'à tout le moins sa liberté devait être à l'origine entravée. Il faut enfin rapprocher de ce cas la clause qui interdisait aux moines de recevoir à demeure dans leur bourg des bourgeois du vicomte ; c'était avant tout une mesure de sauvegarde pour prévenir la dépopulation du bourg vicomtal, mais cela indique que les bourgeois vicomtaux n'étaient pas non plus totalement libres. Néanmoins le rôle que les actes prêtent au ministériel Constant est en quelque mesure une contrepartie de certaines attributions priorales.

Les débuts de l'obédience furent précaires puisque la dotation n'aurait pas même permis à un moine d'y vivre ; pourtant elle s'est avérée plus tard suffisante pour deux puis trois (44) grâce à quelques donations complémentaires.

La consistance du domaine, à la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> et dans la première moitié du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, est imprécise ; il comprenait des champs, un moulin pour l'exploitation desquels une grange fut construite, l'île de Trignac, des champs dans l'île d'Er, la terre de Verrière dans la paroisse de Saint-Viaud, située de l'autre côté de la Loire, au sud de Paimbœuf (45). Les droits économiques concédés aux moines sont consignés avec plus de précision. L'énumération des dîmes est particulièrement importante ; elles sont le plus souvent assises sur les revenus d'écluses, de moulins — deux sur l'étier de Méan, un en Brière. Les moines percevaient les droits de vente et toutes les coutumes de leur bourg, la moitié des coutumes de la foire vicomtale et de la leur qui était fixée au 11 novembre, lors de la fête de

saint Martin. Ils bénéficiaient d'un statut privilégié pour vendre sur le port du vicomte : alors que pour cela il fallait normalement constituer entre les mains du ministériel vicomtal un gage approprié ; son évaluation leur était laissée.

Plus important encore : les droits de justice garantis aux moines sur leurs dépendants assuraient l'autonomie de leur établissement. Il était bien spécifié que si quelqu'un portait plainte contre un des hommes des moines devant le vicomte ou son ministériel, ce dernier — ou en cas de délit très grave le vicomte — viendrait dans le bourg des moines et l'affaire serait jugée devant un moine ; mais aucun de leurs hommes ne devait être soumis au ban et à la corvée en dehors de leur bourg. Ces dispositions étaient lourdes de conséquence pour le pouvoir vicomtal, car elles limitaient son emprise sur une partie des habitants de sa contrée. La clause qui interdisait aux moines de laisser se fixer chez eux les bourgeois du vicomte sans son autorisation, de même que la réserve qui lui permettait de rendre la justice chez eux étaient-elles de force à contrebalancer cette perte d'influence ?

A l'opposé, quelque soixante ans plus tard, quand le 3 mars 1128, Hervé, vicomte de Léon, donnait à Marmoutier une terre sise près de son château de Morlaix pour y établir un monastère, il spécifiait, lui, son droit de lever certaines amendes de justice et de se faire accompagner à la guerre par les hommes des moines (46).

Frioul s'est-il rendu compte des dangers que représentait la montée de la seigneurie monastique de Marmoutier ? A première vue, cela ne semble pas puisqu'entre 1082 et 1092 il fit en faveur des moines de Saint-Aubin d'Angers une fondation analogue ; il leur donnait la petite chapelle Saint-Jean-Baptiste près Saint-Nazaire, des vignes, de la terre arable, une part de la dîme sur le froment et le seigle, un fournil, instituait une foire le jour de la fête de saint Jean-Baptiste, leur concédait tous les jugements de délits et toutes les coutumes sur leur terre, en se réservant le droit d'aller dans la cour des moines pour recevoir justice des délits commis par l'un de leurs hommes contre lui-même ou l'un de ses hommes (47). Mais ne pourrait-on pas également penser que conscient de l'emprise croissante de Marmoutier dans la région, il a voulu créer un contre-poids ?

Son fils Geoffroy changea complètement d'attitude à l'égard des moines ; cessant de leur faire des donations, il s'efforçait au contraire de recouvrer la valeur du dépôt jadis confié par son père au prieur Thibaud ; finalement il abandonna sa réclamation mais reçut en retour du même prieur trois cent douze sous (48).

Ce revirement isolé ne pouvait cependant pas entraver l'expansion de Marmoutier ; Benoît, évêque de Nantes, qui avait revendiqué à juste titre le *presbyteratus* de l'église de Donges venait en 1090 de renoncer à sa plainte (49). Les moines, qui, outre les prieurés du Pellerin et de Donges, possédaient des droits plus ou moins étendus sur cinq églises paroissiales en Basse-Loire, consolidèrent leur em-



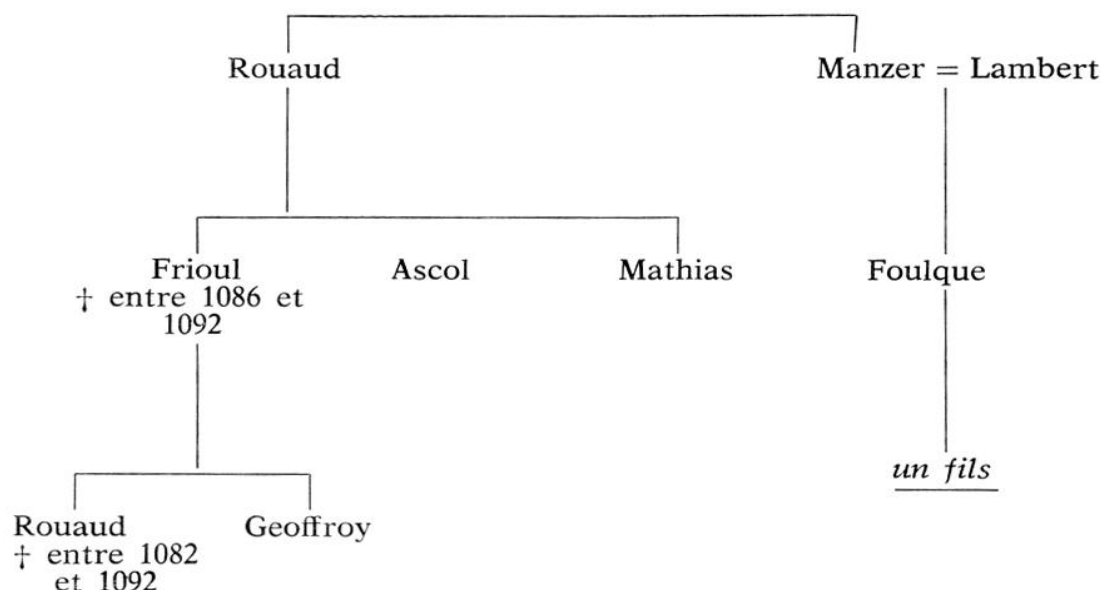
prise. En 1096, l'abbé Bernard, peu après les fêtes de Pâques, cette année-là le 13 avril, se rendit dans leur maison nantaise de Sainte-Radegunde pour être investi par l'évêque Benoît de l'église de Pontchâteau ; de là ils gagnèrent Pontchâteau même où la concession fut solennellement renouvelée (50) ; cette donation complétée par d'autres (51) fut à l'origine du prieuré de Pontchâteau. Vers la même époque une obédience nouvelle était établie à Machecoul (52). Si bien que de part et d'autre de l'embouchure de la Loire quatre prieurés encadraient toute la région : un sur chaque rive et un dans l'arrière-pays, au sud Le Pellerin et Machecoul, au nord Donges et Pontchâteau, outre la maison de Nantes.

Bénéficiant de cet élan, les moines reçurent encore en 1109 du même Benoît la collégiale de Doulon (53) et en 1110 l'église Sainte-Croix de Nantes (54). Mais son successeur Brice, alarmé peut-être du nombre des prieurés de Marmoutier dans son évêché, onze, amorçait un renversement confirmé par une bulle du 22 avril 1134 d'Innocent II notifiant un jugement de la curie romaine qui contraignait Conan III, duc de Bretagne, à restituer quatre églises sises à l'intérieur des murs de Nantes et données auparavant à Marmoutier (55).

Cette réaction, que la crise contemporaine du monachisme bénédictin ne laissait sans doute pas de favoriser, trouve son parallèle dans la décision prise par le duc de détruire le château de Donges et de déshériter le vicomte. Deux pouvoirs forts cherchaient à reprendre en main les destinées des pays où ils commandaient (56). Contrairement aux autres vicomtes bretons qui, comme ceux de Léon, de Poher ou de Porhoet, avaient reconstitué leur puissance en des seigneuries éloignées des régions à forte prédominance ducal, les vicomtes de Donges commirent l'erreur de s'installer trop près de Nantes. Ce voisinage, d'abord accepté par des princes en butte à des traverses, devait sembler intolérable à Conan III, dont l'autorité s'est surtout affirmée dans le comté de Nantes, visé par la majorité de ses actes authentiques, vingt-quatre sur quarante-six. Inversement les affrontements entre les successeurs directs de Conan III permirent par la suite la réapparition à Donges d'un pouvoir vicomtal dont jouit une famille, peut-être nouvelle (57).

H. G.

Tableau généalogique  
de la famille des vicomtes de Donges



### NOTES

(1) Loire-Atlantique, arrond. et cant. de Saint-Nazaire.

(2) Nous sommes redevables de certains de ces renseignements à M. Yves LOSTANLEN, secrétaire de la mairie de Donges ; qu'il veuille bien trouver ici l'expression de nos remerciements. Il nous a en effet envoyé un extrait pour le bourg de Donges du plan cadastral dressé en 1826 ainsi qu'un relevé de la configuration actuelle du terrain permettant ces rapprochements. Il leur a joint la photocopie d'une vue, dessinée par Henri EVEIN, des vestiges du prieuré de Notre-Dame avant qu'ils ne fussent dynamités en 1904. Cette vue semble bien représenter les restes de la croisée du transept de l'église priorale ; leur style s'apparente à celui des parties romanes des églises de Béré près Châteaubriant, Gahard et Saint-Martin de Lamballe, toutes élevées par les moines de Marmoutier, cf. ROGER GRAND, *l'Art roman en Bretagne*, Paris, 1958, 1 vol. in-4°, pp. 240-43, 277-78, 299-300.

(3) A. de LA BORDERIE, *Inventaire analytique des titres des prieurés de Marmoutier situés dans l'évêché de Nantes*, s.-l., s.-d. (extrait du *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure*, 1866-67), pp. 33-59 ; LÉON MAITRE, *Inventaire sommaire des archives départementales... Loire-Inférieure*, t. IV, *Archives ecclésiastiques*. Séries G et H..., Nantes, 1884, 1 vol. in-4°, pp. 158-59.

(4) Original aux Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132, édité par Dom Guy Alexis LOBINEAU, *Histoire de Bretagne*, Paris, 1707, 2 vol. in-f°, t. II, col. 168-9 ; Dom Hyacinthe MORICE, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, t. I, Paris, 1747, col. 435-6 ; Hubert GUILLOT, *Recueil des actes des ducs de Bretagne*, n° 74 (pour paraître). Sa date se déduit de ce que l'existence du prieuré n'est pas encore mentionnée dans le privilège confirmatif du 7 janvier 1065 de Quiriac évêque de Nantes en faveur de Marmoutier, éd. H. GUILLOT, *La pratique du cens épiscopal dans l'évêché de Nantes. Un aspect de la réforme ecclésiastique en Bretagne dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle*, dans *Le Moyen Age*, t. LXXX, 1974, pp. 45-9, pièce annexe n° IV) et de ce que l'un des témoins, la comtesse Havoise, mourut en 1072 (version de la chronique de Quimperlé éditée par E. BALUGE, *Miscellanea*, éd. MANST, Lucques, 1761, t. I, p. 265), son obit étant placé au 24 août par le nécrologe du XI<sup>e</sup> siècle de la cathédrale de Chartres (René MERLET et abbé CLERVAL, *Un manuscrit chartrain du XI<sup>e</sup> siècle*, Chartres, 1893, 1 vol. in-4°, p. 173).

(5) Sur le problème général du bourg, cf. Lucien MUSSET, *Peuplement en bourg et bourgs ruraux en Normandie du XI<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle*, dans *Cahiers de civilisation médiévale*, t. IX, 1966, pp. 177-208 et spécialement pp. 201 et s.

(6) H. GUILLLOT, *La pratique du cens épiscopal dans l'évêché de Nantes*, pp. 25-33, pièce annexe n° I, rédactions I et II.

(7) *Ibid.*, pp. 45-49, pièce annexe n° IV.

(8) Roger GRAND, *Le château d'Oudon*, dans *Bulletin monumental*, t. CXIII, 1955, p. 81, note 1.

(9) Il ne faut pas se méprendre, le saillant gneissique de Donges, bordé d'un côté de marais asséchés et de l'autre d'une fosse naturelle qu'entretient le courant de la Loire, s'élève progressivement et sans dénivellation marquée au-dessus du niveau des eaux, cf. Abbé Augustin VINCE, *Entre Loire et Vilaine. Etude de géographie humaine*, thèse multigraphiée, Poitiers, 1966, préface de G. LE BRAS, pp. 12, 79, *Notre Brière*, 3<sup>e</sup> éd., s. d., p. 15.

(10) Cf. J. F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis lexicon minus, sub verbo dominionus*.

(11) Original, Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132, publication partielle, Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 454.

(12) Alain ERLANDE-BRANDENBURG, *Le château de Clisson*, dans *Congrès archéologique de France*, 126<sup>e</sup> session, 1968, Haute-Bretagne, p. 271.

(13) Ces dates limites sont déduites des *Annales de Flodoard*, éd. Ph. LAUER (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*), Paris, 1906, p. 6, 63.

(14) *La pratique du cens épiscopal dans l'évêché de Nantes*, pp. 45-9, pièce annexe n° IV. Le Pellerin, Loire-Atlantique, arrond. de Paimbœuf.

(15) H. BOURDE DE LA ROGERIE, *Les fondations de villes et de bourgs en Bretagne du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. IX, 1928, p. 77, a préféré à l'orthographe des actes de Marmoutier, Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 473, celle du *Cartulaire de Saint-Cyprien de Poitiers*, éd. L. RÉDET, dans *Archives historiques du Poitou*, Poitiers, 1872, t. III, p. 346, n° 593.

(16) Cf. *La pratique du cens épiscopal dans l'évêché de Nantes*, pp. 17-18.

(17) Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132 ; cf. également la transcription du XII<sup>e</sup> siècle de cette pancarte, *eod. loc.*... cf. *infra* le tableau généalogique de la famille des vicomtes de Donges.

(18) Loire-Atlantique, arrond. et cant. de Saint-Nazaire, com. de Donges.

(19) Loire-Atlantique, arrond. et cant. de Paimbœuf, com. de Saint-Brévin.

(20) Loire-Atlantique, arrond., cant. et com. de Saint-Nazaire.

(21) A. DE COURSON, *Cartulaire de l'abbaye de Redon*, Paris, 1863 (*Coll. de doc. inédits*), p. 316, n° CCCLXIV, la date est corrigée par R. BLANCHARD, *Airard et Quiriac, évêques de Nantes (1050-1079)*, Vannes, 1895 (extr. de la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, t. XIII), pp. 12-6, 25, n° 5 du catalogue des actes d'Airard.

(22) Paul MARCHEGAY, *Cartularium monasterii beatæ Mariæ Caritatis Andegavensis*, dans *Archives d'Anjou*, t. III, 1843, p. 258, n° CDXXII.

(23) Dom MORICE, *Preuves*, t. I ; col. 408-409 ; H. GUILLLOT, *Recueil des actes des ducs de Bretagne*, n° 54.

(24) Elle nous est connue par différents actes du *Cartulaire de... Redon* qui appellent une critique diplomatique, p. 256, n° CCCIV, pp. 268-9, n° CCCXV, pp. 341-3, n° CCCLXXXV ; cf. R. BLANCHARD, *Airard et Quiriac évêques de Nantes...*, pp. 28-30, n° 8 du catalogue des actes d'Airard.

(25) Cf. *infra*, note 47.

(26) Ce jour-là, il fait confirmer par ses fils ses donations en faveur de Marmoutier, original aux Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132.

(27) Ce jour-là, il est témoin d'une charte d'Alain IV, duc de Bretagne, pour Saint-Florent de Saumur, A. DE LA BORDERIE, *Recueil d'actes inédits des ducs de Bretagne...*, Rennes, 1888, pp. 51-2, n° XXI ; *Recueil des actes des ducs de Bretagne*, n° 89.

(28) Cf. *supra*, les renvois à la source diplomatique visée à la note 4 ; sauf indication contraire, les justifications ultérieures des dispositions prises par Frioul en faveur de Marmoutier procèdent de ce texte.

(29) Cf. la notice relatant comment son fils Geoffroy, qui avait voulu recouvrer ce dépôt, s'est accordé avec les moines, original aux Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132.

(30) Portion du pays de Nantes dont l'une des frontières était vraisemblablement constituée à l'Est par les cours de la Mayenne et de la Maine et qui fut réduite pour ne devenir que le ressort d'un archidiacre après que les comtes d'Anjou eurent définitivement annexé une partie du Nantais.

(31) Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 576-7, *Recueil des actes des ducs de Bretagne*, n° 147.

(32) *Cartulaire de Saint-Cyprien de Poitiers*, éd. L. REDET, p. 349, n° 597 ; cette notice est datée par la présence de Ticio, archidiacre de Nantes au temps de l'épiscopat de Brice entre 1114 et le 30 novembre 1140.

(33) « Tempore destructionis castelli Dongiae, Savarico vicecomite a Conano Britannorum comite exhaeredato... », Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 427.

(34) Cf. *supra* et la note 23.

(35) Cf. *La pratique du cens épiscopal dans l'évêché de Nantes*, pp. 16-17.

(36) Cette évolution peut être comparée à celle qui a été constatée en *Francia* à la fin du X<sup>e</sup> et dans le premier quart du XI<sup>e</sup> siècle, J.-F. LEMARIGNIER, *Structures monastiques et structures politiques dans la France de la fin du X<sup>e</sup> et des débuts du XI<sup>e</sup> siècle*, dans *Settimane di studio del centro italiano di studi sull' alto medioevo*, IV, Spolète, 1957, p. 371.

(37) Frioul paraît en outre trois fois dans l'entourage des ducs de Bretagne, *Recueil des actes des ducs de Bretagne*, n° 84, 89, 100.

(38) J.-F. LEMARIGNIER, *Institutions ecclésiastiques*, t. III de l'*Histoire des institutions françaises au Moyen Age*, de LOT et FAWTIER, Paris, 1962, pp. 119-21 ; O. GANTIER, *Recherches sur les possessions et les prieurés de l'abbaye de Marmoutier du X<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Revue Mabillon*, 1963, pp. 93-100, 161-167, 1964, pp. 15-24, 56-67, 125-135, 1965, pp. 33-44, 65-79, *Rôle économique et social de l'abbaye de Marmoutier aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles*, dans *Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1610) du Comité des travaux historiques et scientifiques*.

(39) *Cartulaire de... Redon*, pp. 329-30, n° CCCLXXIV.

(40) Cf. *infra* note 47.

(41) Loire-Atlantique, arrond. et cant. de Saint-Nazaire, com. de Montoir.

(42) Cf. *supra*, note 17.

(43) « Tempore Quiriaci Nannetensis, cum adhuc Fredo vicecomes Dongiam regeret, quidam nomine Constans, mancipium scilicet Fredorii vicecomitis Dongie, monachis sancti Martini agrum eorum culture proximum dedit. ... », original aux Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132, publication partielle, Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 427. Un peu plus tard, étant venu à Marmoutier, il a renouvelé ce don par une charte où il s'intitule « ministerialis vicecomitis Frioldi » également en original aux Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132.

(44) Cette progression apparaît nettement dans une longue notice relatant les différentes actions judiciaires introduites par Martin, prieur de Donges, pour récupérer la possession de la terre de Verrière, en Saint-Viaud, Léon MAITRE, *Les débuts de la féodalité dans la paroisse de Saint-Viaud*, dans *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure*, t. LV, 1913, pp. 199, 201, 202.

(45) *Eod. loc.*, pp. 187-202.

(46) H. GUILLOT, *Les vicomtes de Léon aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles*, dans *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. LI, 1971, pp. 42, 47-8, pièce annexe n° I.

(47) « Quidam vir nobilis, dictus Friol, ... ; et omnia forsfacta et omnes consuetudines, sicut ipse habebat, de tota terra nostra concessit ; et si aliquis de hominibus nostris forsfactum fecerit ipsi vicecomiti aut alicui de suis, ipse

vicecomes et homines sui in curia nostra rectum recipient de hominibus nostris ». A. BERTRAND DE BROUSILLON, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers*, t. II, 1903, pp. 394-5, n° DCCCXX. Cette donation ayant été faite à l'abbé Girard, élu à la tête de Saint-Aubin le 8 mai 1082, elle est donc postérieure à cette date de même qu'elle est antérieure à 1092 où le décès de Frioul est attesté.

(48) Original aux Archives départementales de la Loire-Atlantique, H 132.

(49) A. DE LA BORDERIE, *Recueil d'actes inédits des ducs et princes de Bretagne...*, p. 57, n° XXIV.

(50) Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 471-3.

(51) Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 473-4 ; E. C. F. DE BRÉHIER, *Chartes relatives au prieuré de Pontchâteau*, dans *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure*, 1863, pp. 17-40.

(52) A. DE LA BORDERIE, *Inventaire analytique des titres des prieurés de Marmoutier situés dans l'évêché de Nantes*, p. 69 ; cf. la carte jointe.

(53) Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 517-8.

(54) Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle de la charte de donation par dom Edmond Martène, Paris, Bibliothèque nationale, ms. lat. 12879, fol. 17, d'après l'original.

(55) Dom MORICE, *Preuves*, t. I, col. 571-3 ; *Recueil des actes des ducs de Bretagne*, n° 138, 143.

(56) Cette démarche est autre que celle adoptée par Robert le Magnifique au second quart du XI<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il confiait à la nouvelle abbaye de Montivilliers le contrôle de l'estuaire de la Seine, J.-F. LEMARIGNIER, *La justice sur Guernesey accordée par Robert le Magnifique aux moines du Mont Saint-Michel (1027 ou 1028-1035)* (extr. de *Travaux de la Semaine d'histoire du droit normand tenue à Guernesey du 8 au 13 juin 1938*), Caen, 1939, p. 11.

(57) A. DE LA BORDERIE, *Inventaire analytique des titres des prieurés de Marmoutier situés dans l'évêché de Nantes*, p. 34.